



Jésus chasse les changeurs du temple, tableau librement inspiré de l'œuvre de Rembrandt van Rijn (1625) ; l'original est conservé au Musée des Beaux-Arts Pouchkine à Moscou

Un tournant historique se profile à l'horizon

La maîtrise du détroit d'Ormuz pourrait mettre fin au règne des oligarchies financières de la City de Londres et de Wall Street, fondé sur l'endettement.

Andreas Mylaeus

mer. 18 mars 2026

Évangile selon saint Matthieu (21, 12-13) : Jésus entra dans le temple et chassa tous ceux qui y vendaient et y achetaient ; il renversa les tables des changeurs et les sièges de ceux qui vendaient des colombes. Puis il leur dit : « Il est écrit : “Ma maison sera appelée une maison de prière”, mais vous en avez fait une caverne de voleurs. »

Introduction

Quiconque suit l'actualité mondiale ne peut que secouer la tête. Le « tyran » anglo-saxon se retrouve, une fois de plus, entraîné dans une guerre qu'il ne peut que perdre. En Ukraine, il fait déjà face à un adversaire qui révèle les limites de sa puissance réelle. Et le voilà désormais qui s'étonne, presque incrédule, que les « sous-humains » de Perse ne capitulent pas d'eux-mêmes, refusant de se soumettre à la domination d'une armada américaine pourtant déployée avec assurance.

Compte tenu de l'équilibre réel des forces (le niveau technologique de l'armement iranien dans les domaines du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance ainsi que de la technologie des missiles, les conditions topographiques et démographiques de l'Iran, l'unité et la détermination du peuple iranien, et le soutien actif de puissances très influentes telles que la Russie et la Chine), de nombreux conseillers militaires rationnels ont **averti** USreal que cette attaque contre l'Iran — qui viole le droit international à tous égards — entraînera des revers considérables dans leur projet de soumettre davantage la région.



La situation hier et aujourd'hui : beaucoup de fumée et de vœux pieux.

Cela rappelle Hérodote, qui rapporte que Crésus — *nomen est omen* — roi de Lydie (vers 595–546 av. J.-C.), consulta l'oracle de Delphes avant d'attaquer l'Empire perse de Cyrus II : « Dois-je entrer en guerre contre la Perse ? » L'oracle lui répondit : « Si

tu franchis le fleuve Halys, tu détruiras un grand empire. » Crésus interpréta cette prophétie ambiguë selon ses propres désirs. Mais, en réalité, ce fut la Lydie qui fut détruite — et non la Perse.



Le scénario actuel pourrait bientôt se reproduire en Occident.

Pourquoi cette guerre, et pourquoi maintenant ?

Il existe de nombreuses théories concernant les raisons et le moment choisi pour cette guerre menée par « USrael » contre l'Iran. Nous souhaitons ici apporter un autre point de vue.

Beaucoup ont souligné à juste titre que les justifications, fondées sur la propagande, des frappes militaires contre l'Iran sont sans fondement : l'Iran ne représente aucune menace militaire pour l'Occident, et encore moins pour les États-Unis — son équipement militaire est de nature purement défensive. L'Iran n'est pas non plus à l'origine d'attaques terroristes contre l'Occident. Dans la mesure où il soutient le Hezbollah, Ansarallah au Yémen, les milices irakiennes ou d'autres, il ne s'agit pas de terroristes mais de forces de libération se défendant contre la colonisation de leurs pays par l'Occident. L'argument selon lequel les États-Unis auraient dû lancer une frappe préventive contre l'Iran parce que les soldats américains stationnés dans la région seraient également attaqués en cas de contre-attaque iranienne attendue face à une agression israélienne imminente est intrinsèquement contradictoire et

totallement confus. Une attaque israélienne contre l'Iran n'est possible qu'avec l'autorisation des États-Unis. Il ne peut être question d'autodéfense américaine. Toutes ces « justifications » sont manifestement farfelues.

Mais dans ce monde géostratégique, rien n'arrive par hasard. Alors, que se passe-t-il réellement ?

Approches explicatives

Dans son blog *The New Atlas* du 12 février 2026, Brian Berletic a [fait remarquer](#) à juste titre que les plans de cette guerre étaient en place depuis des décennies. La stratégie consistant à faire intervenir Israël en premier, pour ensuite « venir à son secours », faisait également partie de ce plan. La décision d'attaquer l'Iran est gravée dans le marbre depuis des décennies. Depuis que l'Iran a renversé le régime fantoche américain dans les années 1970, les États-Unis n'ont jamais renoncé à inverser ce résultat — et c'est précisément ce qu'ils poursuivent depuis lors. L'administration Trump ne fait pas exception : elle n'inaugure aucune rupture, elle incarne simplement, à ce moment précis, le visage politique d'une continuité programmatique de longue date. Comme il l'a fait lors de précédentes occasions, Berletic s'appuie sur les documents stratégiques pertinents émanant de think tanks américains pour étayer cette lecture. Nous avons détaillé cette continuité de l'agenda dans notre article en trois parties « Stratégie de sécurité nationale – Changements cosmétiques verbaux et absence de changement de politique » ([Partie I](#), [Partie II](#), [Partie III](#)).

Le 5 mars 2026, Wolfgang Bittner a également [fait référence](#) une nouvelle fois sur notre blog à la légendaire [interview](#) accordée par le général quatre étoiles Wesley Clark à *Democracy Now!* en 2007, dans laquelle l'Iran figurait en septième position sur la liste des nations de la région méditerranéenne à détruire. Clark a déclaré qu'immédiatement après l'attaque du World Trade Center le 11 septembre 2001, il existait un plan prévoyant des changements de régime et des guerres au Moyen-Orient et en Afrique. Outre l'Afghanistan, sept autres pays figuraient sur la liste : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et enfin l'Iran. Les interventions contre six de ces pays ont été progressivement « menées à bien » ; il ne restait plus que l'Iran, et cette guerre est désormais menée après des années d'intrigues, d'incitations et de sanctions.

Cette liste a été dressée par Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense sous le président George W. Bush jusqu'en décembre 2006) et Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense chargé de la politique sous George H. W. Bush ; dans les années

1980, il a occupé le poste de chef de cabinet au Pentagone sous le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger. Il a également occupé plusieurs fonctions au sein du Conseil de sécurité nationale des États-Unis).

Lawrence Wilkerson, colonel à la retraite de l'armée américaine et ancien chef de cabinet au Département d'État sous le secrétaire d'État Colin Powell, a souligné dans une [interview](#) accordée à Nima R. Alkhorshid (*Dialogue Works*) le 10 mars 2026 que Winston Churchill était déjà un fervent partisan du mouvement sioniste. Churchill voyait dans la création d'une colonie juive en Palestine une occasion de promouvoir les intérêts britanniques au Moyen-Orient tout en s'attirant politiquement la diaspora juive. Grâce à ses liens étroits avec des responsables politiques américains, en particulier le président Harry S. Truman, il a pu influencer le climat politique aux États-Unis concernant le mandat sur la Palestine. Wilkerson y voit lui aussi une continuité d'agenda qui transcende ce contexte historique — à cette différence près que, cette fois, elle ne se cantonne plus au seul côté américain. Dans cette conversation, il cite nommément les véritables instigateurs de l'actuelle campagne belliciste en Asie occidentale. Ce sont les « suspects habituels » qui ont intérêt à la déstabilisation : l'oligarchie usurière à Londres et ailleurs. Et là aussi, le nom de Rothschild revient sans cesse.

Les modèles économiques des Rothschild

En réalité, tout cela peut se résumer à une formule assez simple. Tout au long de l'histoire, les aspirants au pouvoir ont été confrontés à un même problème : pour constituer une armée capable d'imposer leur autorité, ils devaient soustraire à la production une partie de la population et la transformer en guerriers improductifs — ou en mercenaires — ne contribuant en rien à l'économie réelle. Or ces soldats devaient être équipés, logés et nourris — aux frais du reste de la société. Et cela avait un coût considérable. Comme le rappelait Napoléon Bonaparte : « Une armée marche grâce à son estomac. » Les impôts ne suffisaient pas à couvrir ces dépenses. Dès lors, une question s'imposait : que faire ?

Les « messieurs du Bouclier rouge » se montraient, bien entendu, disposés à apporter leur aide — mais jamais gratuitement. Le mécanisme était simple. D'abord, le prêteur appliquait une décote : il ne versait qu'une fraction de la valeur nominale du prêt — par exemple 90 % — tout en conservant le reste. L'emprunteur, lui, devait néanmoins s'acquitter d'intérêts calculés sur la totalité du montant nominal. Restait la question des garanties. Le futur potentat engageait alors l'ensemble de ses ressources auprès du créancier. Or, incapable de rembourser — comme cela était anticipé dès l'origine — il se retrouvait progressivement dépossédé. Le prêteur

finissait ainsi par prendre le contrôle des richesses du pays, mais aussi de ses forces productives : travail, savoir-faire, capital humain, organisation économique. Et le processus ne s'arrêtait pas là : cette mise sous tutelle tendait à se prolonger indéfiniment, tandis que les intérêts, eux, continuaient de s'accumuler.

Selon l'histoire familiale intéressée écrite par Niall Ferguson, l'historien engagé et rémunéré à cette fin à l'époque pour « The House of Rothschild – Money's Prophets – I, II », c'était précisément leur modèle économique principal dès le départ.

« Toutes les guerres modernes sont une question d'argent.

»

(Henry Dudas à William Pitt au début des guerres contre la France révolutionnaire – cité par Niall Ferguson, Histoire des Rothschild, tome I, p. 84)

Cela apparaît très clairement, par exemple, dans l'ascension de Nathan Rothschild au début du XIXe siècle, alors qu'il était le principal « intermédiaire financier » entre le gouvernement britannique et les champs de bataille du continent, où le sort de l'Europe s'est joué en 1814 et 1815 (Niall Ferguson, op. cit., p. 85 et suivantes).

Il vaut vraiment la peine de lire en détail le magnum opus de Ferguson. Malgré toutes les tentatives de blanchiment et d'embellissement — notamment en ce qui concerne l'époque contemporaine — l'ouvrage recèle de nombreuses leçons essentielles pour comprendre l'état actuel du monde. On y apprend, par exemple, qu'un prêteur n'est pas tenu de prêter son propre argent. Au contraire : prêter l'argent d'autrui permet de répartir le risque, à condition de s'imposer comme une plaque tournante sur le « marché monétaire ». L'anonymat de ce marché est crucial : plutôt que des noms et des adresses, seules les transactions comptent. Cela génère également des profits supplémentaires : une partie seulement des intérêts payés par le débiteur est reversée aux créanciers finaux. On peut en outre spéculer sur les obligations d'État, en les achetant à bas prix pour les revendre ensuite plus cher, multipliant ainsi les gains.

Dans ce contexte, un réseau d'information mondial, capable de surpasser ceux des nations individuelles, se révèle naturellement très utile : le créancier « neutre » qui sert toutes les parties peut ainsi recueillir les informations nécessaires auprès de chacune d'elles — la discrétion étant, bien sûr, une condition sine qua non. L'ouvrage susmentionné aide également à comprendre l'émergence de ce type de réseau de renseignement privé. Il n'est donc guère surprenant qu'un certain M. Epstein ait

entretenu d'excellentes relations avec les agences de renseignement de multiples pays, qu'un certain M. Macron ait travaillé pour Rothschild & Co, ou qu'un certain M. Merz ait présidé le conseil de surveillance de [BlackRock Asset Management Germany](#) de 2016 à 2020.



 Rothschild & Co



L'image ci-dessous en dit plus long que mille mots. (Comme le disent les gens cultivés : « On ne montre pas du doigt les gens habillés. »)



La scène illustre une inversion des rapports de pouvoir formels : c'est le financier, et non le souverain, qui dicte les termes. Le proverbe populaire le résume sans détour — *c'est celui qui paie qui choisit la musique*.

Le pire ennemi des usuriers mondiaux

Ce bref aperçu des modèles économiques complexes de ces usuriers montre qu'ils dépendent essentiellement de la capacité à trouver des gouvernements — ou leurs dirigeants — prêts à s'endetter à long terme sur le « marché monétaire » — comme le fait actuellement l'Allemagne avec ses soi-disant « fonds spéciaux ». Mais lorsque de grandes nations choisissent de développer une économie réelle souveraine, c'est-à-dire une économie qui n'est pas tributaire de la dette à long terme et qui répond aux besoins de leur population, elles privent ces créanciers de leur levier. C'est là l'une des raisons majeures des conflits en Ukraine et désormais contre l'Iran : la Russie, la Chine et l'Iran restent inaccessibles à ces prédateurs. Il devient donc nécessaire, selon cette logique, de les contraindre à la soumission avant que leurs politiques orientées vers une économie réelle souveraine ne se diffusent à travers le monde.

Les États-Unis offrent un exemple historique de la manière dont cette lutte de pouvoir entre l'économie financière mondiale et l'économie réelle, au profit de leur propre peuple, a été menée — et réussie.

L'exemple des États-Unis

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique étaient de loin la plus grande nation créancière du monde. Aujourd'hui, cependant, ils sont la plus grande nation débitrice du monde. Les oligarques financiers peuvent donc dire : mission accomplie.

Ce changement s'est opéré progressivement à travers une série d'évolutions économiques et politiques et à la suite de décisions correspondantes prises par des acteurs nationaux. Après 1945, les États-Unis occupaient une position unique : l'Europe et le Japon avaient été dévastés par la guerre ; les États-Unis représentaient environ la moitié de la production industrielle mondiale ; ils détenaient la part du lion des réserves mondiales d'or ; et de nombreux pays leur devaient de l'argent. Avec le système international de Bretton Woods (1944), le dollar est devenu la monnaie centrale mondiale. Les autres monnaies étaient indexées sur le dollar, et le dollar, à son tour, sur l'or. Cela a permis aux États-Unis d'accorder des prêts internationaux et de financer des programmes tels que le plan Marshall.

À partir des années 1960, des changements structurels se sont amorcés : les coûts élevés de la guerre du Vietnam (la guerre de Corée avait déjà joué un rôle à cet égard) et les programmes sociaux à grande échelle de l'administration de Lyndon B. Johnson. L'augmentation des investissements étrangers des entreprises américaines a entraîné un flux de dollars vers l'étranger supérieur à celui généré par les exportations.

En 1971, le président Richard Nixon a été contraint d'abandonner l'ancrage du dollar à l'or en raison d'une dette nationale déjà colossale. Cela a entraîné l'effondrement du système de Bretton Woods et, par conséquent, le dollar est devenu une monnaie purement fiduciaire. Les États-Unis pouvaient désormais financer leurs déficits beaucoup plus facilement. Les autres pays ont continué à détenir des réserves en dollars, car celui-ci restait la monnaie de réserve mondiale.

Dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan, d'importantes réductions d'impôts et une forte augmentation des dépenses militaires ont été mises en place. En conséquence, la dette nationale a de nouveau fortement augmenté. Parallèlement, le déficit commercial persistant s'est creusé : les États-Unis importaient plus qu'ils n'exportaient. La différence était financée par des entrées de capitaux en provenance d'Europe, puis, plus tard, notamment du Japon et de la Chine, ces pays continuant à acheter de grandes quantités d'obligations d'État américaines.

Dès les années 1950, un processus de mondialisation et de désindustrialisation s'est amorcé, qui s'est ensuite intensifié par vagues successives (notamment pendant la récession des années 1970). Une grande partie de la production industrielle s'est délocalisée à l'étranger, d'abord au Mexique, puis en Chine et en Asie du Sud-Est. Les États-Unis sont passés d'une économie réelle à une économie presque exclusivement financière.

L'essor du capital financier dans les années 1970 et surtout dans les années 1980 (pas seulement aux États-Unis) a fait que les profits et le pouvoir provenaient de plus en plus non pas de la production de biens, mais des transactions financières, du crédit, des opérations boursières et des flux de capitaux. Ce phénomène a été facilité, par exemple, par les décisions politiques prises sous la présidence de Ronald Reagan, qui ont levé de nombreuses restrictions sur les banques et les mouvements de capitaux (déréglementation du secteur bancaire, suppression de nombreux contrôles des capitaux, libéralisation des marchés boursiers). Cela a considérablement facilité les investissements internationaux. De grandes institutions financières telles que Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Morgan

Stanley et d'autres ont commencé à investir à l'échelle mondiale. Des institutions comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont encouragé la libéralisation et la libre circulation des capitaux à travers le monde.

Parmi les principaux moteurs de cette évolution figuraient ces deux hommes :



Deux philanthropes : Lord Jacob Rothschild, 4e baron Rothschild, et David Rockefeller dans la bibliothèque de la maison de ville de David Rockefeller à New York, en mai 2012 (Photo d'Annie Leibovitz)

Ils ont joué un rôle décisif dans la perte de souveraineté économique des États-Unis. Le pays était désormais entièrement sous la coupe des « marchés financiers » — et avec lui, l'ensemble du monde occidental, qui non seulement a adopté ce système de son plein gré, mais a également tout mis en œuvre pour le promouvoir et l'étendre, allant jusqu'à sa propre désindustrialisation.

Le dollar en tant que monnaie mondiale

Malgré tout cela, le dollar est resté la monnaie la plus importante au monde. De nombreux pays continuent d'investir leurs excédents d'exportation dans des bons du Trésor américain — bien qu'en quantités nettement décroissantes.

Le « marché financier » (qui était-ce déjà ?) a veillé à ce que ces bons du Trésor de plus en plus dépréciés soient achetés. De nombreuses banques et institutions financières à travers le monde sont tenues ou choisissent de détenir des bons du Trésor américain pour satisfaire aux exigences réglementaires. Par exemple, le cadre de Bâle, un ensemble de règles internationales applicables aux banques, précise le montant de capital et de liquidités que les banques doivent détenir pour couvrir leurs risques. L'objectif déclaré est de prévenir les crises bancaires et de rendre le système financier plus stable.

Dans le cadre des accords de Bâle I, Bâle II et Bâle III, les actifs d'une banque sont pondérés en fonction de leur risque. Pour de nombreuses obligations d'État émises par des pays hautement notés — en particulier les États-Unis —, la pondération de risque est d'environ 0 %. Cela signifie qu'une banque peut détenir de grandes quantités de titres du Trésor américain sans avoir à mettre de côté de capital supplémentaire. En revanche, les banques doivent détenir des réserves de capital pour les prêts aux entreprises ou aux particuliers. C'est pourquoi les obligations d'État américaines sont très attractives pour les banques d'un point de vue réglementaire. Il convient toutefois de noter que la pondération de risque d'environ 0 % pour ces titres de créance n'a aucun fondement dans l'économie réelle — bien au contraire. Quiconque ne peut rembourser ses dettes en raison d'un manque de productivité devrait en réalité être considéré comme un débiteur à haut risque. « Le marché financier » parvient ainsi, grâce à ses réglementations et à sa propagande, à faire passer une telle imposture pour un actif réel. C'est la seule façon de créer une demande soutenue pour la dette publique américaine.



Henry Kissinger et le prince Fahd d'Arabie saoudite à Washington, le 8 juin 1974

Dans ce contexte, il ne faut pas passer sous silence le pétrodollar. Après que l'Arabie saoudite eut **promis** aux États-Unis, le 8 juin 1974, que le pétrole du Moyen-Orient ne pourrait être négocié qu'en dollars, tous les pays du monde dont l'approvisionnement énergétique dépendait du pétrole ont dû se procurer d'abord des dollars pour pouvoir acheter ce pétrole. Cela a largement garanti la solvabilité de la nation débitrice, les États-Unis, jusqu'à ce jour.

À la fois bénéficiaires et marionnettistes

Quel est l'objectif de cette dette publique (outre le fait qu'elle sert à financer l'appareil d'État, c'est-à-dire le personnel politique qui dirige le gouvernement) ?

Pour le dernier exercice fiscal complet (exercice 2025) aux États-Unis, on peut estimer avec une précision raisonnable les chiffres suivants : les recettes publiques s'élevaient à environ 5 230 milliards de dollars. Les paiements d'intérêts sur la dette nationale s'élevaient à environ 970 milliards de dollars. La part des recettes allouée au service de la dette (intérêts uniquement — aucun remboursement du capital !) représentait ainsi environ 18 à 19 % du total des recettes publiques américaines. Et qui reçoit ces fonds ?

Cela nous ramène au modèle économique que Niall Ferguson décrit en détail dans les quelque 1 200 pages de sa biographie de la famille Rothschild. Et en même temps, cela nous rappelle le vieux proverbe allemand : « Qui paie le musicien choisit la mélodie ! » Le potentiel de chantage des usuriers à l'encontre de la classe politique — désormais souvent appelée la « classe Epstein » — est pratiquement illimité. Ce n'est pas seulement exploité par des personnes comme la magnat des casinos Adelson, qui peut vraisemblablement faire pression sur le président Trump, au moins en partie, grâce à son argent. L'AIPAC & Co., qui contrôlent le Congrès américain, en font également largement usage. En fin de compte, cela affecte toutefois aussi les finances publiques dans leur ensemble. Il suffit de regarder le spectacle annuel entourant le « shutdown du gouvernement fédéral américain », où se livre une lutte acharnée pour le butin. Dans le même temps, cependant — comme mentionné —, l'ensemble du secteur bancaire occidental est également touché par cela.

Un véritable changement de politique est difficilement envisageable dans les pays concernés tant que ce système mondial de chantage fonctionne.

Un spectre hante l'Occident tout entier (librement inspiré de Marx et Engels)

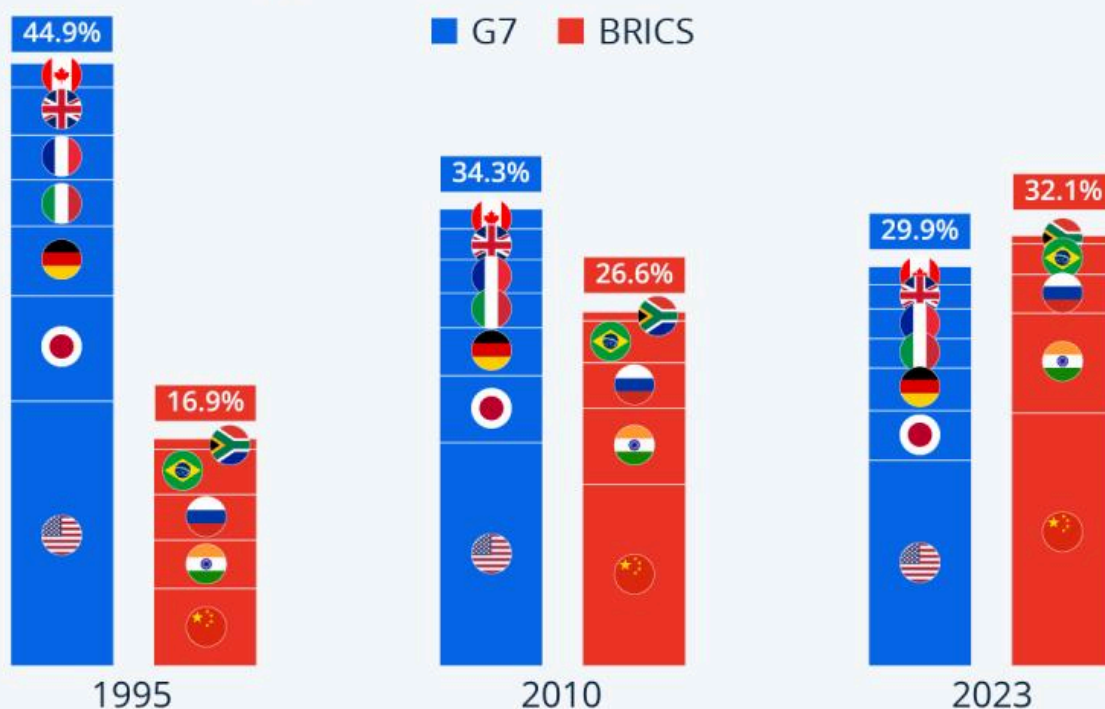
Les célèbres premières lignes du *Manifeste communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels disent : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. » Le premier paragraphe poursuit : « Toutes les puissances de la vieille Europe ont conclu une sainte alliance pour exorciser ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux français et la police allemande. »

Aujourd'hui, ce spectre n'est pas le communisme, mais une économie réelle souveraine inspirée du modèle des BRICS.

Comme on le sait, le groupe des BRICS est une alliance d'économies émergentes qui aspire à un ordre mondial multipolaire et fait contrepoids au système occidental. Composé à l'origine du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, le groupe s'est élargi le 1er janvier 2024 et comprend désormais également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, les Émirats arabes unis et, depuis 2025, l'Indonésie. Ces pays représentent plus de 45 % de la population mondiale et une part significative de la production économique mondiale — et la tendance est à la hausse.

The Rise of the BRICS

G7 and BRICS countries' share of global GDP at purchasing power parity



2023 data based on IMF estimates as of April 2023

Source: IMF World Economic Outlook



statista

La Turquie a déposé sa candidature à l'adhésion au BRICS le 3 septembre 2024.

Parmi les autres pays intéressés figurent : l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, Bahreïn, le Burkina Faso, le Salvador, le Gabon, l'Irak, le Cameroun, la Colombie, la République démocratique du Congo, la République du Congo, les Comores, le Koweït, le Laos, la Libye, le Mali, le Myanmar, le Nicaragua, la Corée du Nord, le Pakistan, la Palestine, le Sénégal, le Zimbabwe, le Sri Lanka, le Soudan du Sud, la Syrie, la Tunisie, le Venezuela et la République centrafricaine.

Ce qui attire tous ces pays, c'est le concept des BRICS, car l'idée de souveraineté nationale — y compris sur le plan économique — est un élément central de l'image que les BRICS ont d'eux-mêmes. Leurs déclarations de sommet soulignent à maintes reprises que les États devraient pouvoir façonner leur développement économique de manière indépendante et sans pression extérieure.

Par exemple, la Déclaration de Johannesburg des BRICS (2023) stipule :

« Nous réaffirmons notre attachement aux principes de la Charte des Nations unies, notamment la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les États. Nous soulignons l'importance d'un ordre international équitable et inclusif dans lequel tous les pays peuvent suivre leur propre voie de développement en fonction de leur situation nationale. »

DÉCLARATION DE JOHANNESBURG DES BRICS (2023)

Une autre section met explicitement l'accent sur les aspects économiques :

« Nous soutenons une économie mondiale ouverte qui permette à tous les pays de parvenir à leur développement durable et à leur transformation économique, et nous nous opposons aux mesures économiques unilatérales qui sont contraires au droit international. »

DÉCLARATION DE JOHANNESBURG DES BRICS (2023)

Dans ce contexte, le développement durable et la transformation économique signifient que les ressources humaines et matérielles d'un pays sont effectivement utilisées pour subvenir aux besoins de sa propre population, plutôt que d'être versées sous forme de tribut aux maîtres coloniaux ou aux usuriers.



Nouveau siège de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures à Shanghai

La souveraineté économique nécessite des structures financières alternatives. Par exemple, la Nouvelle Banque de développement permet de financer des projets sans passer par la Banque mondiale ou le FMI. Les monnaies nationales sont de plus en plus utilisées dans les échanges commerciaux. Des systèmes de paiement et des mécanismes financiers indépendants sont en cours de développement, comme le Système de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) de la Chine, partenaire des BRICS.

Les pays devraient exercer un contrôle sur leur propre développement économique et avoir le droit de déterminer leurs propres politiques économiques, de mener leurs propres stratégies industrielles et de développement, et de réglementer leurs matières premières et leurs marchés de manière indépendante.

Il s'agit là d'une remise en cause indirecte de ce que l'Occident appelle « l'ordre fondé sur des règles », dans lequel les « règles du jeu » — telles que le [Consensus de Washington](#) — sont constamment adaptées et modifiées pour servir les intérêts des puissances coloniales. Les règles ou institutions sont perçues comme restreignant cette marge de manœuvre. Ainsi, les BRICS appellent régulièrement à des réformes du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et des règles financières internationales, car les économies émergentes y ont trop peu d'influence sur les décisions qui affectent leurs économies. Les documents des BRICS critiquent également des mesures telles que les sanctions unilatérales, les pressions politiques exercées via les systèmes financiers et les lois économiques extraterritoriales. Ainsi, les BRICS deviennent la voix du Sud global et une plateforme pour une coopération économique équitable — tout cela en tant que contre-modèle à un ordre économique mondial dominé unilatéralement par les usuriers occidentaux.

Pas étonnant que les anciennes puissances coloniales redoutent cette évolution comme un spectre menaçant et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour affaiblir les BRICS – et surtout ses piliers centraux, la Russie, la Chine et l'Iran – ou, si possible, pour les écarter complètement de la scène, puisqu'elles ne peuvent pas les contrôler.

Le MAGA voulait-il sortir de ce cercle vicieux ?

Des personnalités intelligentes et très bien informées telles qu'[Alex Krainer](#) ont avancé la théorie selon laquelle il existait – et existe toujours – des forces au sein de l'administration Trump (et dans les cercles qui tirent les ficelles en coulisses) qui prévoient l'effondrement imminent du système financier actuel, fondé sur l'endettement, et tentent de sortir de ce cercle vicieux. Le programme initial derrière le slogan de Donald Trump « Make America Great Again » (MAGA) était

fortement axé sur le renforcement de l'économie réelle — du moins dans la rhétorique de la politique économique et dans plusieurs mesures clés de son premier mandat (2017–2021). L'accent était principalement mis sur l'industrie nationale, le secteur manufacturier, les infrastructures et l'emploi — c'est-à-dire les secteurs de l'économie réelle par opposition à la spéculation financière.

Un point clé consistait à ramener la production industrielle aux États-Unis et à critiquer la désindustrialisation en cours depuis les années 1980. L'objectif était de créer des incitations pour que les entreprises reprennent leur production aux États-Unis. Sur le plan rhétorique, la stratégie MAGA s'opposait explicitement à la mondialisation des années 1990 et 2000 et s'inspirait de traditions économiques américaines plus anciennes, telles que la promotion de l'industrie par Alexander Hamilton (XVIII^e siècle), le nationalisme économique et le protectionnisme.

Dans ce contexte, on peut citer, par exemple, le discours de Donald Trump à Riyad (Arabie saoudite), qu'il a prononcé lors d'un sommet réunissant des chefs d'État arabes et musulmans. Le **discours** prononcé lors du Sommet arabo-islamo-américain le 21 mai 2017 à Riyad est particulièrement connu. Dans ce discours, il n'a pas critiqué directement la « mondialisation » en tant que concept, mais plutôt les politiques interventionnistes et de reconstruction nationale occidentales, qu'il a associées à l'approche mondialiste des États-Unis depuis les années 1990.

Le 14 février 2026, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a prononcé un **discours** lors de la Conférence de Munich sur la sécurité qui, outre des remarques incroyablement confuses sur le rétablissement d'un monde néocolonialiste, contenait également des sous-entendus critiques à l'égard de la mondialisation telle qu'elle s'est développée jusqu'à présent :

« Sous cette illusion — celle d'un monde sans frontières —, nous avons accepté une conception dogmatique du libre-échange total, alors même que d'autres pays protégeaient leurs marchés et subventionnaient leurs entreprises pour nous concurrencer systématiquement à la baisse. Cela a entraîné la fermeture d'usines, la désindustrialisation de pans entiers de notre société, la délocalisation de millions d'emplois à l'étranger et la mainmise de nos chaînes d'approvisionnement stratégiques par nos rivaux et adversaires. »(...)

« La désindustrialisation n'était pas inévitable.

Il s'agissait d'une décision politique délibérée — un projet économique s'étalant sur plusieurs décennies qui a dépouillé nos nations de leur

richesse, de leur capacité de production et de leur indépendance.

La perte de notre contrôle sur les chaînes d'approvisionnement n'était pas le résultat d'un système commercial mondial sain.

C'était une transformation stupide et volontaire de notre économie qui nous a rendus dépendants.»

MARCO RUBIO, 14 FÉVRIER 2026, À MUNICH

Ce n'est pas un hasard si ce passage du discours n'est pas mentionné dans la couverture médiatique occidentale.

Les politiques concrètes menées par les première et deuxième administrations Trump n'ont pas permis de réaliser de progrès notables face aux évolutions critiques évoquées plus haut. Il semble toutefois que les rédacteurs de discours aient, au moins à l'occasion, fait référence à ces questions avec justesse.

La politique étrangère russe a elle aussi tenté, pendant un certain temps, avec l'aide du « processus d'Anchorage », d'encourager ce segment des milieux financiers américains à changer de cap – sans succès.

Quoi qu'il en soit : s'il y a jamais eu un désaccord sur la direction à prendre au sein des cercles de l'oligarchie financière susmentionnée, celui-ci semble désormais définitivement réglé à la lumière de la guerre contre l'Iran.

Une tentative de réponse à la question initiale

Comment les bellicistes de l'ombre ont-ils donc réussi à entraîner les États-Unis dans cette guerre contre l'Iran ? Depuis le 11 septembre, toutes les administrations américaines ont évité de lancer réellement cette guerre. Elles se sont appuyées sur la propagande et les sanctions, encourageant ou menant parfois des frappes militaires. Mais une guerre totale comme celle à laquelle nous assistons aujourd'hui ne s'est jamais concrétisée, même si Netanyahu raconte depuis des décennies que l'Iran est « sur le point » de fabriquer une bombe nucléaire et de mettre le monde à feu et à sang.

Donald Trump a-t-il été victime de chantage (avec les dossiers Epstein, par ses principaux donateurs ou par l'AIPAC) ? Ce n'est pas une explication plausible. Un système tel que la machine politique américaine ne peut être sérieusement mis en danger par une frappe visant à décapiter le pouvoir. Qu'en est-il de Kennedy ? Et de

Nixon ? Le système s'est contenté de remplacer le dirigeant et a continué à fonctionner comme d'habitude. Ainsi, si Trump venait à être renversé, la continuité du programme se poursuivrait quoi qu'il arrive.

Dans ce cas, donc, le chantage a dû prendre une dimension nettement différente. La thèse présentée ici suppose que l'oligarchie financière dominante a pointé une arme sur la tête des dissidents dans les cercles décisionnels américains : soit vous menez cette guerre maintenant, soit nous vous retirons notre soutien — ce qui signifie qu'à la prochaine vente aux enchères de bons du Trésor américain, il n'y aura aucune offre de notre part.

La raison en est probablement que « le spectre » du système BRICS ne cesse de grandir, et l'Iran y joue un rôle décisif. Car si l'Iran, avec l'aide de la Chine et de la Russie, parvient à déterminer de manière décisive l'approvisionnement énergétique mondial, les requins financiers de l'Occident perdront leur levier décisif. L'Iran doit donc être détruit.

Le moment est venu, car la Russie est toujours enlisée en Ukraine et le temps presse, la Chine gagnant de plus en plus d'influence en Iran et, par conséquent, dans toute l'Asie occidentale.

Si USrael ne peut pas gagner cette guerre — ce qui était prévisible dès le départ et devient désormais évident — ces requins de la finance s'en moquent totalement. L'Europe s'est livrée à deux reprises à un suicide collectif, et à chaque fois, ils ont financé le carnage des deux côtés. La mort de nations ou de régions entières leur importe peu : après tout, ils peuvent ramasser les débris, se présenter comme prêteurs pour la reconstruction et, ce faisant, imposer leurs conditions tant financières que politiques. La disparition imminente de l'État d'Israël sous sa forme colonialiste actuelle, la destruction des bases américaines et des États vassaux arabes, sont approuvées en silence. Les dégâts considérables infligés à l'Iran, eux, ne sont pas le fruit du hasard : ils sont intentionnels.

À quoi ressemblera le résultat ?

Personne ne dispose d'une boule de cristal pour nous montrer l'avenir. Mais il devient clair que la projection de puissance américano-israélienne en Asie occidentale s'essouffle. L'approvisionnement mondial en pétrole provenant de cette région sera à l'avenir déterminé par l'Iran et ses alliés. L'Iran a déjà effectivement érigé une barrière douanière dans le détroit d'Ormuz, ce qui pourrait signifier la fin

du pétrodollar : seuls ceux qui paient en yuan ou dans une autre devise des BRICS, ou qui utilisent le système chinois de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS), sont autorisés à passer.

Il semble que l'Iran pourrait réussir à accomplir ce que Jésus a tenté, selon la légende du Nouveau Testament citée plus haut : chasser définitivement les changeurs d'argent du temple et, ce faisant, ébranler les fondements de la structure du pouvoir de l'époque de l'Ancien Testament. Il faut espérer que cela puisse se faire sans que les anciens dirigeants aient recours à l'option Samson.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Alkhorshid, Nima R. Berletic, Brian Wilkerson, Lawrence Wolfowitz, Paul Hérodote Crésus
Cyrus II Rumsfeld, Donald Chine L'Iran Israël Russie États-Unis Perse
Churchill, Winston Palestine Ferguson, Niall Macron, Emmanuel Merz, Friedrich
Dudas, Henry Pitt, William Epstein, Jeffrey Nixon, Richard Reagan, Ronald Roi Charles
Rothschild, Sir Evelyn Rothschild, Lord Jacob Japon Marx, Karl Kissinger, Henry
Prince Fahd d'Arabie Saoudite Engels, Friedrich Turquie Rubio, Marco Krainer, Alex
Kennedy, John F. Trump, Donald Analyse